

1^{er} MAI

NOS UTOPIES CONTRE LEURS PROFITS

L'ANNÉE 2023 AURA ÉTÉ UNE LONGUE ATTAQUE CONTRE NOTRE CLASSE SOCIALE ET 2024 NE SEMBLE AVOIR GUÈRE MIEUX À LUI ENVIER... MALHEUREUX MAIS RÉALISTE CONSTAT AUQUEL NOUS OPPOSONS NOS LUTTES, NOS JOIES ET NOS UTOPIES. CAR IL N'Y A RIEN DE PLUS RAISONNABLE QUE DE CROIRE EN NOS UTOPIES ET LES CONSTRUIRE, DÈS AUJOURD'HUI, DANS NOS QUOTIDIENS.

PRIVATISATION ET DÉCONSTRUCTION DES SOLIDARITÉS, UNE DOCTRINE GLOBALE

La "réforme" des retraites, passées en force en 2023, est une énième étape sur le chemin de la privatisation générale. Vaille que vaille le patronat, et son bras législatif qu'est l'État, ne fait que renforcer l'individualisme et démolir les solidarités que nous avons construites.

La prise en charge des soins de santé par l'assurance maladie de la Sécurité sociale est peu à peu transférée aux mutuelles privées. La réforme des retraites de 2023 ouvre grande la porte aux retraites privées. C'est la même logique qu'avec les mutuelles santé qui est à l'œuvre, ici on parle "d'assurance prévoyance" et autres "plans épargne retraite" (PER).

L'idée d'une assurance sociale pour toutes et tous, égalitaire, adaptée aux besoins plutôt qu'aux moyens, est remplacée par un "achat de services", un contrat pour chaque type de population, on paie pour soi et uniquement pour soi.

Les réformes du gouvernement, depuis de nombreuses années, mènent toutes dans cette direction : la privatisation. Le capital, le patronat, les actionnaires, les rentiers veulent transformer chaque acte de nos vies en une valeur marchande,

gratter partout où ils peuvent gratter. Depuis longtemps nous payons l'eau que nous buvons, la terre sur laquelle nous vivons, demain, nous paierons l'air que nous respirons.

LA CHAIR À TRAVAIL SE REBIFFE ?

Depuis la crise du Covid-19, nombre de travailleuses et travailleurs mal-traité-es ont démissionné malgré la peur du chômage.

Le secteur de la restauration est représentatif en la matière : travailler des heures, sur des plages horaires hachées et tardives, avec souvent des heures non comptées ou des majorations horaires non retenues, tout cela au Smic, n'est plus assez "attractif" pour contrebalancer la peur du chômage. Les patrons pleurent de ne pas trouver d'employé-es exploitables à merci. Alors le gouvernement ordonne : travailler ou crever. C'est notamment par la refonte de l'assurance chômage – et la réduction du nombre de mois ouverts par nos cotisations à l'allocation chômage – qu'il tente d'imposer la mal-paye et les conditions dégradées et dégradantes. Et pour les plus pauvres au RSA, c'est le travail obligatoire gratuit qui les attend! Nouvelle forme, moderne, de l'esclavage. C'est ainsi que le gouvernement répond aux attentes du patronat qui réclame sans cesse une main d'œuvre "moins chère" et corvéable à merci.

FIN DU CODE DU TRAVAIL, DU SALARIAT ET DES QUELQUES CONQUIS SOCIAUX

Plus fort que la déconstruction du code du travail, plus fort que la casse des aides sociales, le rêve du gouvernement et du capital se construit à marche forcée : c'est la victoire de l'entreprise individuelle. Macron a toujours salué ce qu'il considère comme une avancée : l'ubérisation de l'économie. Chacune et chacun est une entreprise qui se vend "au marché", sans force collective et donc de négociation et hors de tout code du travail. De plus en plus de secteurs d'activités réclament aux travailleuses et travailleurs qu'elles soient déclarées en (auto-)entreprises : un contrat à la

tâche sans notion d'horaires ou de durée et avec toujours moins de cotisations sociales. Cette libéralisation de l'individu-e se répand dans le transport, l'hôtellerie, le loisir, la restauration, le logement, la santé, le service à la personne, le bâtiment, l'éducation, la création artistique, l'industrie, la liste ne fait que s'allonger.

CONTRE LE PATRIARCAT, CONTRE L'EXPLOITATION DES FEMMES ET LES VIOLENCES DE GENRE

Les derniers chiffres sur les inégalités entre hommes et femmes ne font qu'aggraver la tendance : 24% d'écart de salaire, 75% des temps-partiels sont occupés par des travailleuses, les départs à la retraite sont plus tardifs et les pensions 40% moindre que pour les hommes... Le parcours des femmes au travail est sans cesse plus dégradé. De plus, toutes les études démontrent que ce sont les femmes qui, en moyenne 2h de plus par jour que les hommes, s'occupent gratuitement du travail domestique et des soins.

Et pour ne rester "que" dans le thème du travail, sur le lieu professionnel, 80% des femmes sont victimes de sexisme ; 30% de harcèlement sexuel ; 10 viols ou tentatives de viol ont lieu chaque jour sur un lieu de travail. Pour que le 1^{er} Mai soit aussi la fête des travailleuses, il y a un chemin immense à parcourir. Le patriarcat est un système de domination différent du capitalisme mais qui se complaisent et s'enrichissent à leur contact respectif. C'est pourquoi nous sommes anti-capitalistes et féministes, l'un ne peut aller sans l'autre.

**LA CNT EST MEMBRE DE "L'INTERSYNDICALE FÉMINISTE ISÉROISE"
ET DE "L'AG FÉMINISTE 38".**

AUGMENTATION DES PRIX, AUGMENTATION DES PROFITS

Les prix augmentent et une fable est inventée pour l'expliquer : l'inflation. Un mot savant pour masquer la réalité : les riches n'ont jamais été aussi riches, l'homme le plus riche du monde est Bernard Arnault et on compte 53 milliardaires dans l'Hexagone (+ 32% en 5 ans!) ; les dividendes, l'argent versé aux actionnaires plutôt qu'aux travailleuses et travailleurs, battent des records d'année en année.

Qu'on arrête alors de nous prendre pour des imbéciles. Deux exemples : le prix du pétrole a la pompe augmente en raison de la guerre en Ukraine... Les bénéfices de Total n'ont jamais été aussi haut! Le prix des céréales augmente pour les mêmes raisons? Les bénéfices de l'agro-industrie, de la grande distribution et des vendeurs de pesticides explosent!

L'inflation n'est qu'un écran de fumée pour nous faire avaler l'inacceptable. Les prix augmentent parce que les capitalistes veulent toujours plus de bénéfices, parce qu'ils jouent avec les cours de l'offre et de la demande. Tout centime est bon à prendre et à ce jeu, ce sont des milliards qu'ils récoltent. L'inflation est un leurre, c'est la non-redistribution des richesses qu'elle cache.

PRODUIRE SANS AVENIR

La question de l'écologie n'est pas belle, altruiste, ou de bon ton. L'écologie se fout de nous et de l'espèce humaine. C'est l'écologie qui s'empare de nous et non l'inverse. L'évolution actuelle, le réchauffement climatique, est le terreau des conflits et des discours de haine. Les évolutions environnementales sont l'un des facteurs majeurs des migrations, des populations quittent leur lieu de vie en raison de sécheresse, d'érosion, de submersion. Ces évolutions auxquelles l'humain ne peut s'adapter ni dans sa rapidité, ni dans son ampleur, entraînent des crises majeures dans toutes les parties du monde. Et pendant ce temps-là, le gouvernement, notamment sous la férule des industriels de l'agriculture, de la chimie et de la construction, autorise les pesticides, la rétention d'eau pour des intérêts privés, bétonnent à tout va et les exemples s'accumulent chaque jour.

Ce n'est pourtant pas l'interdiction des pesticides que nous réclamons, c'est la modification complète du modèle agricole. Ce n'est pas l'arrêt de la bétonnisation, c'est revoir nos modes de transport, d'habitats et nos besoins de déplacement. Ce n'est pas saupoudrer des mesures dites écologiques ici ou là, c'est arrêter de nous détruire. Et que l'on ne nous serve pas le chantage à l'emploi, les richesses produites vont bien au-delà des besoins réelles de la population, c'est leur partage qui importe.

L'ÉTAT PRÔNE LA GUERRE, NOUS APPELONS À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La guerre et les conflits meurtriers sont au Soudan, en Palestine, en Ukraine, en Somalie, au Yémen... partout. Et nous devons applaudir la grande nouvelle : nous sommes le 2^e marchand d'armes au monde! L'industrie française de l'armement tourne à plein régime. Chaque assassinat dans le monde – ou presque – porte la marque du made in France, chaque mort renforce notre confort et nous devrions nous en réjouir...

Macron et ses ministres utilisent un vocabulaire guerrier à chaque occasion : pour traiter une épidémie, pour augmenter la productivité agricole, industrielle, scientifique, pour imposer l'autorité de l'État et de la bourgeoisie... Il ordonne même aux femmes de procréer (!) lors d'un discours hallucinant et pourtant bien réel de janvier 2024.

Nous devons refuser de travailler pour l'armement, à commencer par ses bureaux d'ingénierie qui pullulent à Grenoble.



Nous devons empêcher toute exportation d'armes ou de leurs composants quelque soit leur destination. Nous devons refuser de préparer la guerre, il n'en existe pas de bonne.

Macron nous réclame d'être chair à patron et qu'importe si nous devenons, demain, chair à canon : les profits des dirigeants de nos entreprises de mort sont colossaux.

REFUSONS TOUT FATALISME, CYNISME ET INDIVIDUALISME

Face à ce tableau cauchemardesque mais pourtant réaliste, que pouvons-nous faire? Il est aisé de se laisser aller au fatalisme face à ces puissants qui nous soumettent et à ces peurs dans lesquelles nous sommes éduqué-es. Et pour supporter ce fatalisme, la tentation du cynisme est forte : savoir que l'on est exploité-e pour accepter cette exploitation, jouer leur jeu sans en être dupe... Piètre contre-feu... Et le cynisme mène bien vite à l'individualisation : parce que l'on se sait exploité-e, on saura naviguer entre les gouttes pour se hisser à une meilleure place. Mensonge inculqué depuis l'enfance : "quand on veut, on peut". Non, on ne peut pas, car seul il est vain de lutter contre le gouvernement, rappelons ici que 19 ministres

sont millionnaires et comptent le rester ou devenir milliardaires ; contre le patronat qui dirige et collecte seul les revenus de la production des travailleuses et travailleurs. La "méritocratie" est un discours pour nous faire croire que le capitalisme serait égalitaire.

Mais alors pourquoi ne pas croire à la fatalité d'un monde meilleur? La solidarité, l'entraide, l'action commune, la production pensée et partagée collectivement, voilà ce que la CNT tente d'organiser, ici et maintenant, malgré les attaques de plus en plus violentes que nous subissons. Et si nous ne nous garantissons rien, aucune victoire, aucune réussite, nous savons que ce chemin a le mérite d'un horizon qui chante.

CONSTRUISONS UN AUTRE FUTUR

Nous n'avons pas de plans tout tracés et nous n'en voulons pas. Nous ne promettons pas le Grand Soir et nous ne voulons pas le pouvoir. Nous voulons abolir le pouvoir et inventer des rapports sociaux qui l'empêche de s'exprimer quelques soient les circonstances.

Nous voulons la fin des classes sociales car il n'y aura plus qu'une seule classe sociale, ni plus haute ni plus basse qu'aucune autre, ni exploités, ni exploités-es.

Nous voulons la fin du patriarcat car la domination des hommes sur les femmes est un autre système d'exploitation

tout aussi violent. Nous voulons la fin de tous les systèmes d'oppressions: ni le lieu de naissance, ni la classe sociale, ni aucune caractéristique physique, mentale ou spirituelle ne peut justifier une oppression.

Parce que nous mangeons, dormons, nous déplaçons, nous habillons, nous devons produire. Et produire seul-e est illusoire, ou si peu efficace que la production deviendrait une aliénation permanente, il n'y a donc de possibles que via le collectif. Et c'est pourquoi nous nous organisons par le syndicat : produire bien, dans de bonnes conditions, avec du sens, pour toutes et tous. Voilà l'ambition de la CNT.

Nous luttons pour de meilleurs salaires car nous refusons de nous contenter de survivre. Pourtant, nous sommes contre le salariat. Nous luttons pour la défense des caisses de sécurité sociale, pourtant nous sommes contre bien des fonctionnements du système en place. Nous luttons pour de meilleures conditions de travail. Pourtant nous rejetons l'ensemble de l'organisation actuelle du travail. Nous luttons ici et maintenant pour des nos conditions de vie meilleures.

ENFANTS À LA RUE

Dans l'agglomération grenobloise, nous savons qu'au moins 450 enfants, recensé-es en décembre 2023, vivent à la rue ou en habitat précaire. Nombre d'élèves arrivent à l'école après avoir dormi dehors ou dans des conditions d'extrême précarité avec les conséquences que nous connaissons sur leur santé. Leur droit à une scolarisation continue et dans des conditions dignes n'est pas respecté. L'État n'assure pas l'hébergement inconditionnel et le Conseil départemental s'assoit sur la protection de l'enfance. Les mairies qui peuvent prendre des mesures d'urgence pour protéger et mettre à l'abri les personnes à la rue refusent de s'engager dans la réquisition de logements vacants. Heureusement face à la défaillance des institutions, la solidarité des personnels de l'Éducation et des parents d'élèves s'organise partout en France. Depuis la rentrée, à Grenoble, 9 écoles ont été occupées pour mettre à l'abri 17 familles dont 40 enfants.

L'Éducation nationale, qui devrait être en première ligne pour garantir un droit effectif à l'éducation préfère user de pression sur les personnels qui se mobilisent en soutien à leurs élèves. Il est de notre responsabilité de continuer à rendre visible la situation, la politiser et mettre la pression sur l'État, le Conseil départemental, les mairies et l'Éducation nationale.

LA CNT 38 EST MEMBRE DE L'INTERSYNDICALE "ENFANTS MIGRANT-ES À L'ÉCOLE" ET DE "L'INTERCOLLECTIF DES ÉCOLES OCCUPÉES ET MOBILISÉES DE L'AGGLOMÉRATION"

Nous luttons avec les moyens que nous laissent le patronat et l'État, pourtant nous ne croyons pas en l'équité d'une justice écrite et appliquée par la bourgeoisie. Nous luttons aussi par l'action directe, sans délégation de nos luttes.

Nous construisons notre syndicat et nos luttes selon ce que nous prônons et c'est donc ici et maintenant que nous tentons d'appliquer ce que nous pensons juste. Nous expérimentons les rapports sociaux, les modalités et les organisations que nous espérons pour demain. Et nous ne nous berçons pas d'illusions : nous sommes issu-es d'un contexte social qui ne nous a pas préparé aux changements que nous visons. Nous ne sommes pas meilleur-es que quiconque mais nous essayons d'évoluer, par la réflexion et la pratique. Ce chemin nous renforce dans nos luttes et notre envie d'un avenir meilleur, un avenir révolutionnaire.

NOS UTOPIES SONT NON-NÉGOCIABLES

Face à cette farouche volonté d'une autre société dont les dominants d'aujourd'hui seront les seuls grands perdants, nous ne nous faisons pas d'illusion : le patronat, l'État, les rentiers, toutes les castes qui profitent du capitalisme sont sans pitié.

Le gouvernement ne faiblit jamais dans la répression. Il estime légitime l'emploi d'armes de guerre pour protéger un trou à Sainte-Soline ou pour instiller la terreur à chaque manifestation. Il décore ses forces de l'ordre qui mutilent et tuent. Il criminalise les voix dissidentes, invente des mots tel éco-terroristes, chante une guerre de civilisation, impose des réflexions binaires face à la complexité humaine.

SE SYNDIQUER, REJOINDRE LA CNT

Rejoindre la CNT c'est prendre le temps de réfléchir au sens de notre travail, son organisation, nos envies et nos besoins. C'est s'engager dans la solidarité, partager ses expériences, découvrir celles des autres. C'est participer à la mise en place d'outils pour mener les luttes, pour préserver nos acquis et en imaginer de nouveaux. Se syndiquer à la CNT c'est s'émanciper et se projeter dans une société juste et égalitaire.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Et nous ne prendrons que grâce à l'instauration d'un rapport de force en notre faveur. Se contenter de défendre nos conquits sociaux ne suffit pas, ce sont de nouveaux à conquérir, et c'est toute la table à renverser. Se contenter de rester dans le cadre qu'il nous impose ne nous mènera jamais à une véritable conquête sociale.

La lutte radicale, celle qui remonte à la racine du mal, est dure, violente, se verra opposer tous les vents contraires de la bourgeoisie. Mais c'est la seule lutte qui vaille car la seule qui pourra réellement nous mener à des lendemains qui chantent, à un autre futur, sans domination ni exploitation.

TRAVAILLER TOUS, TOUTES, MOINS, MIEUX ET AUTREMENT

PRENDRE LES DÉCISIONS COLLECTIVEMENT ET À LA BASE

PARTAGER LES RICHESSES

ABOLIR TOUS LES SYSTÈMES D'EXPLOITATION

LIMITER L'UTILISATION DES RESSOURCES

LA LUTTE EST INTERNATIONALE

Les entreprises et les marchés n'ont pas de frontières, depuis longtemps elles font preuve d'internationalisme et font tout pour empêcher que nos luttes le soient aussi. Pourtant, nous sommes solidaires de nos camarades partout dans le monde. La CNT est inscrite dans des organisations syndicalistes internationalistes qui mettent en lien, sans hiérarchie ni bureaucratie, des travailleuses

et travailleurs du monde entier pour un soutien direct, hors de toute structure étatique. Assumant ainsi les positions syndicales que nous revendiquons. De grèves en Asie dans des fabriques de vêtements, à des luttes en Afrique d'où l'on extrait les matériaux de nos téléphones et ordinateurs, nous refusons l'opposition entre nos camarades de classe et les appels à des guerres de civilisation.

La CNT, à Grenoble, a notamment tissé des liens forts avec des résistant-es en Ukraine contre l'impérialisme de Poutine. La CNT est aussi depuis des décennies en lien avec des Palestinien-nes de Gaza et Cisjordanie qui aujourd'hui sont sous les bombes, en état de famine. Un massacre de masse perpétré sous l'égide de l'ambition coloniale d'Israël, soutenue par l'État français et l'Europe.

CONFÉDÉRATION NATIONALE du TRAVAIL

Un syndicat de combat, autogéré et anticapitaliste

ul38.cnt-f.org 04 58 00 31 46 ul38@cnt-f.org Permanences : mercredis 18h - 19h, 102 rue d'Alembert, Grenoble

NEWSLETTER de la CNT Grenoble sur ul38.cnt-f.org pour être informé-e des luttes ! Sur les RÉSEAUX, abonnez-vous à @cnt_38

